

## CONGRÈS ACADÉMIQUE D'ÉTUDES

JEUDI 9 MARS 2017

### LYCÉE JEAN MONNET, MONTPELLIER

avec la participation de Frédérique ROLET, secrétaire générale du SNES

#### Ordre du jour

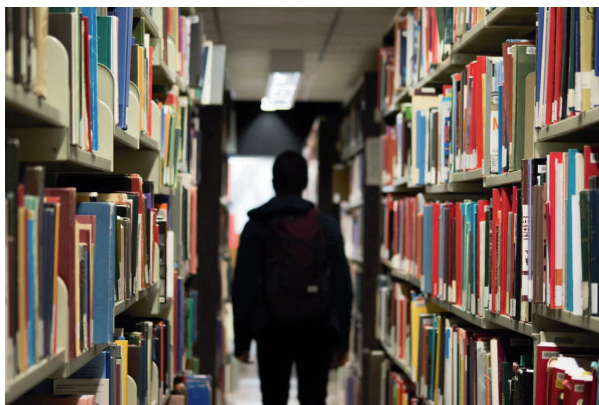
- **Cohérence du 2<sup>nd</sup> degré** : réflexion sur l'organisation, les contenus et les pratiques dans l'enseignement secondaire.
- **Pour un syndicalisme offensif et porteur d'espoir**, le SNES-FSU porte son projet dans le débat public et la campagne des présidentielles et des législatives !

#### COHÉRENCE DU 2<sup>ND</sup> DEGRÉ

#### RÉFLEXION SUR L'ORGANISATION, LES CONTENUS ET LES PRATIQUES DANS L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

Comment faire pour élever le niveau de qualification, et donc pour que tous les élèves du collège aillent au lycée ? Le SNES-FSU veut remettre au cœur des débats éducatifs la question de l'allongement de la scolarité obligatoire à 18 ans.

Toutes les réformes récentes, des lycées de 2009 (bac pro en trois ans) et de 2010 (réforme Chatel) jusqu'au collège en 2016, portent les germes du renoncement éducatif car elles fondent au final un système qui borne la scolarité commune au collège. Le ministère use d'ailleurs dans sa communication des adjectifs « commun » ou « obligatoire » de façon interchangeable quand il est question de scolarité, toujours pour limiter celle-ci à la classe de Troisième. En miroir, il fait disparaître le lycée du champ de ce qui se voulait une refondation de l'école en 2012 en invoquant le continuum bac -3/bac +3.



#### Les enjeux de la démocratisation

Actuellement, 91,6 % des jeunes âgés de 17 ans sont en formation : 81 % dans l'enseignement secondaire, 7 % en apprentissage et 3 % dans le supérieur. Et 14 % des jeunes quittent le système éducatif sans diplôme.

La scolarité se prolonge donc déjà dans les faits bien au-delà des 16 ans. Il s'agit maintenant de se donner les moyens de dépasser le mouvement de massification commencé dans les années 1980 en l'accompagnant d'une réflexion sur la démocratisation du système éducatif.

#### Les ambitions d'un lycée pour toutes et tous

De ce point de vue, on peine à trouver dans les programmes des différents candidats à l'élection présidentielle un projet clair pour le collège et le lycée qui réponde vraiment à cet objectif. Peu de discours sur les politiques éducatives sortent du cadre désormais convenu de l'éloge de l'autonomie ou des mérites du renvoi au local.

Le SNES national organise le 29 mars un colloque à Aubervilliers, afin de relancer dans le débat public les questions d'un droit au lycée pour toutes et tous.

**Le congrès d'études de Montpellier sera l'occasion d'alimenter la réflexion sur les questions que portera ce colloque : Comment les disciplines scolaires ont-elles modelé le second degré ? Quelles sont les aspirations scolaires des classes populaires ? Quelle formation scientifique pour tous les jeunes ?**

Il permettra aussi de réfléchir collectivement à la mise en oeuvre des mandats du SNES-FSU sur ces questions.

## SYNDICALISME

### **POUR UN SYNDICALISME OFFENSIF ET PORTEUR D'ESPOIR, LE SNES-FSU PORTE SON PROJET DANS LE DÉBAT PUBLIC ET LA CAMPAGNE DES PRÉSIDENTIELLES ET DES LÉGISLATIVES !**

La profonde crise politique que traverse notre société à la veille des élections présidentielles et législatives, la détérioration sociale des conditions de vie et d'emploi des salariés et des fonctionnaires, et le manque de lisibilité d'une réelle volonté de projet « commun et authentique » sur des alternatives sociales indispensables imposent, au syndicalisme en général, et au SNES-FSU en particulier, d'assumer toute sa responsabilité d'organisation syndicale porteuse d'un projet de transformation sociale.

**Depuis plusieurs décennies, les politiques d'appauvrissement des services publics produisent chômage, précarité et bloquent les possibilités d'ascenseur social. L'accentuation des mesures libérales crée de l'insécurité sociale chez les jeunes (surtout ceux issus des classes populaires), chez les ouvriers et chez les « petites » classes moyennes. De tels choix politiques sont autant irresponsables que mortifères pour la démocratie.**

Ce mélange d'insécurité sociale et d'autoritarisme ne fait que renforcer les peurs et les rejets : peur du déclassement, peur du lendemain, rejet du politique, peur et rejet de « l'autre »... Ces peurs et ces rejets s'expriment de plus en plus clairement lors des échéances électorales. L'extrême droite renforce de plus en plus sa pénétration dans la vie politique française (ses voix ont doublé en 3 ans) et les idées du Front National touchent désormais l'ensemble du monde du travail et toutes les générations. Si l'on ajoute les 50% d'abstentionnistes aux dernières élections régionales et l'affirmation banalisée du « tous pourris », c'est une majorité de citoyens qui semble ne plus croire dans le projet républicain.

La crise politique, sociale, économique et morale que connaît notre pays traverse, à des titres divers, de nombreux pays. Les exigences du capitalisme financier participent clairement de ce délitement de la vie démocratique car elles n'ont que faire de fragiliser la démocratie, de jeter le discrédit sur les « intellectuels », de mépriser les contestations et les propositions des organisations de la société civile, syndicats, associations... De fait, la remise en question par les citoyens de la structuration de notre société semble aussi se traduire par un manque de confiance (méfiance ?) de la population vis à vis des forces de résistance que représentent pourtant les organisations syndicales.



**L'urgence s'impose donc, pour nous, de redonner confiance dans un projet collectif, d'offrir des perspectives de progrès, de resituer les débats dans le contexte politique actuel...**

Dans ce contexte, la section académique du SNES-Montpellier considère que nous ne pouvons rester l'arme au pied et qu'il est au contraire de notre devoir, en tant que syndicat de transformation sociale et dans le respect de nos mandats, de bien mesurer les enjeux qui se jouent et d'investir le débat d'idées et les problématiques politiques qui sont à l'œuvre. Nous considérons que le rôle pour le SNES et la FSU est de contribuer avec toutes les forces progressistes du mouvement social à la confrontation des idées, catalyser tout ce qui crée du lien pour penser et proposer un modèle économique, politique et social renouvelé... et partagé !

C'est autour de ces problématiques que nous vous invitons à venir échanger lors du **congrès d'étude que la section académique du SNES-Montpellier organise le jeudi 9 mars 2017 au lycée Jean Monnet.**

Thierry JOUVE